



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BICPE/YA

**Arrêté préfectoral imposant à la société « Ferme éolienne du Moulin Jérôme »
des prescriptions complémentaires faisant suite à la demande de modifications (déplacement de
l'éolienne E3) pour son parc éolien du « Moulin Jérôme » sur le territoire
des communes de BEVILLERS, QUIEVY, SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 214-1, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêt n° 20DA01489 du 11 janvier 2022 de la cour administrative d'appel de Douai accordant à la société FERME ÉOLIENNE DU MOULIN JÉRÔME l'autorisation environnementale tendant à la construction et à l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire des communes de BEVILLERS, QUIEVY et SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 portant prescriptions suite à la délivrance par la cour administrative d'appel de DOUAI dans son arrêt n°20DA01489 du 11 janvier 2022 de l'autorisation environnementale unique à la société FERME EOLIENNE DU MOULIN JÉRÔME pour la construction et l'exploitation de quatre éoliennes pour une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, « ferme éolienne du moulin Jérôme », sur le territoire des communes de BEVILLERS, QUIEVY et SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2023 imposant à la société FERME EOLIENNE DU MOULIN JÉRÔME des prescriptions complémentaires faisant suite aux modifications apportées en vue de la construction et l'exploitation de son parc éolien dit « du Moulin Jérôme » sur le territoire des communes de BEVILLERS, QUIEVY et SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 23 août 2023 de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 2 août 2023 ;

Vu la demande du 30 août 2023 accompagnée du dossier à l'appui de celle-ci, par laquelle l'exploitant sollicite une adaptation des dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 visé par le présent arrêté ;

Vu l'avis favorable de la direction de la sécurité aéronautique d'État, de la direction de la circulation aérienne militaire du 1^{er} décembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la direction générale de l'aviation du 19 décembre 2023 ;

Vu le rapport du 2 avril 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 12 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission susvisée formulée par courriel du 15 juillet 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de l'inspection du 2 août 2023, l'inspection a constaté un décalage de 6 m à l'ouest de l'éolienne.
2. ce décalage a été réalisé afin de préserver les lignes à haute tension enterrées installées au travers de la parcelle lors de travaux 2020. Le dossier initial de demande d'autorisation date de 2018. L'exploitant ne pouvait donc raisonnablement pas avoir connaissance de cette contrainte ;
3. les modifications réalisées ne sont donc pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;
4. aucun changement substantiel de circonstances de fait et de droit n'impacte l'autorisation environnementale délivrée par la cour administrative d'appel de Douai par arrêt n° 20DA01489 du 11 janvier 2022, encadrée par l'arrêté préfectoral de prescriptions délivré le 13 mai 2022 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Désignation du destinataire

La société FERME EOLIENNE DU MOULIN JÉRÔME, dont le siège social est situé au 233 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010, Paris, est autorisée à poursuivre l'exploitation de quatre éoliennes (E1, E2, E3, E4) et un poste de livraison, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté pour son parc éolien situé sur le territoire des communes de BÉVILLERS, QUIÉVY et SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMBRAI.

Article 2 – Modification de l'article 1.2 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022

Le tableau de l'article 1.2 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 est remplacé par le suivant :

| Installation | Lambert RGF 93 | | Commune | Parcelles cadastrales (section et numéro) |
|--------------------|----------------|---------|---------------------------|---|
| | X | Y | | |
| Aérogénérateur E1 | 728080 | 7008786 | Bévillers | ZH 45 |
| Aérogénérateur E2 | 729373 | 7008568 | Saint-Hilaire-lez-Cambrai | ZH 142 |
| Aérogénérateur E3 | 728989 | 7006786 | Quiévy | ZE 189 |
| Aérogénérateur E4 | 729073 | 7006168 | Quiévy | ZI 88 |
| Poste de livraison | 728790 | 7006477 | Quiévy | ZI 117 |

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré la cour administrative d'appel de Douai conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

La cour administrative d'appel de Douai peut être saisie par courrier à l'adresse 50 rue de la Comédie 59500 DOUAI ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de l'arrondissement de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de BEVILLERS, QUIEVY, SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMRAI ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
- chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté ;

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de BEVILLERS, QUIEVY, SAINT-HILAIRE-LEZ-CAMRAI et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord <http://nord.gouv.fr/icpe-eoliennes-apc-2024> pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **23 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

